

**ETABLISSEMENT DE COMMUNICATION ET DE PRODUCTION**

**AUDIOVISUELLE DE LA DEFENSE**

**Contrat de concession n°2026-ECPAD-001**

**Prestations de diffusion et de distribution des ouvrages édités par l'ECPAD**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

**DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES  
OFFRES :**

**Lundi 30 mars 2026 à 12h00**

## 1 Objet du contrat de concession

Le contrat de concession a pour objet de confier au diffuseur/distributeur :

- **la diffusion** (prospection et promotion commerciale) de tous les ouvrages (sur support papier) parus ou à paraître, publié sous sa marque ou sous toute autre marque diffusée et/ou contrôlée par l'ECPAD, tant pour la France que pour l'étranger (hors canada), dans tous réseaux, tous canaux et pour toute clientèle, sous réserve des stipulations du contrat de concession.
- **la distribution**, en France et à l'étranger (hors canada) de tous les ouvrages susvisés dans tous les réseaux définis ci-avant, en tant que commissionnaire du croire.

Le diffuseur/distributeur dispose de la faculté de sélectionner aux mieux des intérêts de l'ECPAD, ses sous-traitants de diffusion et/ou de distribution et de placer en dépôt les ouvrages de l'ECPAD auprès d'eux.

## 2 Organisme acheteur

### 2.1 Pouvoir adjudicateur

Le présent marché de concession est passé au nom et pour le compte de l'établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD), pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du Code de la commande publique.

L'autorité habilitée à engager l'établissement est Monsieur Laurent VEYSSIÈRE, Directeur de l'ECPAD.

### 2.2 Service chargé des opérations de passation

**Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense**

**Secrétariat général**

*Département des affaires juridiques et des achats (DAJA)*

2 à 8, route du Fort

94205 IVRY-SUR-SEINE

## 3 Textes de référence

La présente consultation est passée, notamment, en application des principaux textes suivants :

- Code de la commande publique du 1er avril 2019 ;
- Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics (annexe 9 du Code de la commande publique)
- Arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- Arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- Avis du 9 décembre 2021 relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique (annexe 2 du Code de la commande publique).

Les documents sont disponibles sur le site « Légifrance » (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

## 4 Caractéristiques principales

Les caractéristiques de la concession de services sont définies dans le contrat de concession.

**En déposant une offre, le candidat s'engage à accepter les termes de la concession de services ainsi que ses conditions de mise en concurrence. Les candidats doivent, sous peine de nullité, présenter une offre conforme aux dispositions du présent règlement de la consultation.**

### 4.1 Allotissement

Sans objet.

#### **4.2 Montant de la concession :**

La concession de service est conclue sans montants minimum et maximum.

#### **4.3 Modes de passation et d'exécution**

La présente consultation concerne la passation, en application de l'article L. 1121-1 du code de la commande publique, d'une **concession de services**.

La procédure de la concession de service est une procédure allégée passée conformément à l'article R. 3126-1 1° du code de la commande publique (contrat de concession dont la valeur estimée est inférieure au seuil européen).

L'objet de la concession de service est la fourniture de prestations de service consistant en la diffusion et la distribution des ouvrages édités par l'ECPAD.

A l'issue de la procédure, une convention de concession de services sera conclue avec le soumissionnaire retenu. **Le projet de contrat joint au dossier de consultation est indicatif et est amené à évoluer dans le cadre des négociations prévues au présent règlement.**

Le code CPV de la consultation est le 92500000-6 (services de bibliothèques, archives, musées et autres services culturels).

#### **4.4 Durée**

Le présent contrat est conclu pour une **période initiale de 24 mois** à compter de sa date de notification. Il sera ensuite reconduit tacitement, par période successives de 12 mois, sa **durée maximum, reconductions incluses, étant de 60 mois**. Le concessionnaire ne peut s'opposer à la reconduction.

En cas de non-reconduction, l'ECPAD informe le diffuseur/distributeur au plus tard trois (3) mois avant l'expiration de la période contractuelle en cours. La notification de la décision de non-reconduction pourra intervenir par courriel, et plus généralement par tout moyen permettant d'obtenir une date certaine de réception par le concessionnaire.

Pour le cas, d'une non-reconduction du contrat à son échéance, le concessionnaire ne pourra se prévaloir du paiement d'une quelconque indemnité ou de dommages et intérêts.

#### **4.5 Lieu d'exécution et horaires**

**Sauf stipulation contraire, la réunion de lancement et les éventuelles réunions de suivi** se tiendront à l'ECPAD à l'adresse suivante :

##### **Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD)**

2 à 8, route du Fort - Fort d'IVRY  
94205 - IVRY SUR SEINE Cedex

Les horaires d'ouverture sont les suivants :

- Du lundi au jeudi de 08h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h20 ;
- Le vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h10.

#### **4.6 Traitement des données à caractère personnel**

Pour l'exécution du marché de concession, en cas de traitement de données à caractère personnel, le Titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant

la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou R.G.P.D) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le Titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Les coordonnées du délégué à la protection des données de l'Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense sont les suivantes :

**Département des Affaires Juridiques et Achats**

Référent RGPD à l'ECPAD

[dpd@ecpad.fr](mailto:dpd@ecpad.fr)

## 5 Dossier de consultation

### 5.1 Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation, remis gratuitement aux candidats en application de l'article R. 2132-2 du Code de la commande publique, comprend :

- **Le présent Règlement de la Consultation ;**
- **Le projet de concession et ses annexes :**
  - o Annexe 1 : Produit distribuables ;
  - o Annexe 2 : Proposition financière ;
  - o Annexe 3 : Liste indicative des établissements partenaires concernés par la diffusion directe par l'ECPAD ;
  - o Annexe 4 : Le cadre de réponse technique.

### 5.2 Accès au dossier

En application de l'article R. 2132-2 du Code de la commande publique, les candidats ont accès au DCE en le téléchargeant sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) après avoir indiqué le nom de l'entreprise, de la personne physique procédant au téléchargement et son adresse électronique.

Il est possible de télécharger le D.C.E sans s'identifier. Néanmoins, **seuls les candidats identifiés pourront être informés des modifications susceptibles d'être apportées au DCE.** En cas d'identification, le téléchargement sera enregistré sur le « registre des retraits de DCE » tenu par la PLACE.

Tous les renseignements complémentaires et modifications éventuelles du DCE seront communiqués exclusivement sur la PLACE.

### 5.3 Questions durant la phase de consultation

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier de consultation, les candidats devront faire parvenir, en temps utile, une demande via la plate-forme des achats de l'Etat, à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

**Les éventuels renseignements complémentaires** sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques **six (6) jours au plus tard avant la date limite** fixée pour la réception des offres, pour autant que le candidat ait fait sa demande en temps utile.

Le candidat devra transmettre sa **demande de renseignements dix (10) jours au plus tard avant la date limite** fixée pour la réception des offres. Toutes les demandes reçues après ce délai pourront être considérées comme non reçues.

L'ECPAD se réserve la possibilité :

- D'apporter les réponses nécessaires uniquement au demandeur en ce qui concerne les questions considérées comme élémentaires (présentation formelle de l'offre notamment) et dont la réponse n'est pas d'intérêt général ;
- D'apporter les réponses nécessaires à l'ensemble des candidats, lorsqu'elle considère que les informations sont d'intérêt général.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme des achats de l'Etat, **et sous cette seule condition**, les candidats peuvent adresser leurs demandes à l'adresse suivante : [achats@ecpad.fr](mailto:achats@ecpad.fr)

Adresse du profil d'acheteur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

## 6 Cotraitance et sous-traitance

### 6.1 Candidature en groupement

En application de l'article R. 3123-9 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou conjoint.

**Le groupement est conjoint** lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans la concession.

**Le groupement est solidaire** lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du contrat.

Dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement. Si le contrat le prévoit, le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution de la concession, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un contrat.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de la concession. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

L'acheteur ne peut exiger que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution de la concession que dans la mesure où cela est nécessaire à sa bonne exécution. Dans ce cas, l'acheteur justifie cette exigence dans les documents de la consultation.

Pour la présente concession, en cas de cotraitance, le mandataire du groupement devra assurer le travail de coordination et aura en charge le suivi et la réalisation des répartitions de paiement, de la planification et de la mise à jour du calendrier d'intervention du personnel cotraitant. Le mandataire assurera la liaison entre l'ECPAD et ses cotraitants.

### 6.2 Sous-traitance

Le concessionnaire peut confier à des tiers une part des services faisant l'objet du contrat de concession, dans les conditions définies aux articles L. 3134-1 à L.3134-3 et R. 3134-1 à R. 3134-4 du code de la commande publique.

En tout état de cause, le concessionnaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat de concession.

## 7 Remise de la candidature et de l'offre

### 7.1 Recevabilité de la candidature

Les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats sont examinées sous l'angle de la nécessaire bonne exécution du marché de concession. L'appréciation des capacités professionnelles techniques et financières d'un groupement est globale.

### 7.2 Composition de la candidature

La candidature comprendra obligatoirement les éléments ci-après.

LISTE DES PIECES A FOURNIR (candidature)		OBSERVATIONS
Le document unique de marché unique européen (DUME)		Document intégralement complété qui peut être obtenu via le service DUME ( <a href="https://dume.chorus-pro.gouv.fr">https://dume.chorus-pro.gouv.fr</a> ), service dématérialisé, et qui permet aux candidats de prouver qu'ils remplissent les critères de sélection d'une offre et n'entrent dans aucun cas d'interdiction de soumissionner.
A défaut de DUME :	Déclaration sur l'honneur OU Lettre de candidature (Formulaire DC1) Téléchargeable sur : <a href="http://www.economie.gouv.fr/">http://www.economie.gouv.fr/</a>	<b><u>Il est impératif d'utiliser la dernière version de formulaire DC1.</u></b>  Conformément à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, ce document doit intégrer notamment le fait que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.
	Déclaration sur l'honneur OU Une déclaration de candidature (formulaire DC2) Téléchargeable sur : <a href="http://www.economie.gouv.fr/">http://www.economie.gouv.fr/</a>	<b><u>Il est impératif d'utiliser la dernière version de formulaire DC2 (mise à jour du 1<sup>er</sup> avril 2019).</u></b>
	Délégations de pouvoir des personnes habilitées à engager le soumissionnaire	<b><u>Fournir obligatoirement les documents prouvant que le signataire dispose des pouvoirs</u></b> lui permettant d'engager la société au stade de la candidature et de l'offre.
	Le numéro unique d'identification de la société	<b>Ce numéro est à fournir obligatoirement, en application du décret n°2021-631 du 21 mai 2021</b> relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives.

LISTE DES PIECES A FOURNIR (candidature)		OBSERVATIONS
	Copie du ou des jugements prononcés	Cas où le soumissionnaire est en redressement judiciaire.

Ces documents seront à produire non seulement pour le soumissionnaire, mais aussi ses éventuels cotraitants et sous-traitants. Il est rappelé que la composition d'un groupement (cotraitance) est fixée dès la remise de la candidature et ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché de concession.

### 7.3 Régularisation de la candidature

En application de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Cette possibilité ne constitue pas une obligation pour l'acheteur.

### 7.4 Composition de l'offre

Les soumissionnaires déposant une offre auront à produire un dossier complet comprenant impérativement les documents ci-après.

LISTE DES PIECES A FOURNIR (offre)	OBSERVATIONS
Le contrat de concession <u>complété</u>	Le candidat prend connaissance du projet de convention et, le cas échéant, fait part de ses propositions motivées de modifications ou points devant faire l'objet de négociations. Ainsi, le candidat transmet un document validant les stipulations de la convention ou expliquant pourquoi il ne les accepte pas et ses propositions de remplacement
L'annexe 2 du contrat de concession (proposition financière) dument <u>complété</u>	
Le cadre de réponse technique <u>renseigné</u>	Le candidat devra répondre de manière précise à l'ensemble des rubriques du cadre de réponse technique.

### 7.5 Transmission des candidatures et des offres

Le dépôt des candidatures et des offres s'effectue exclusivement sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) accessible depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Si le candidat envoie plusieurs propositions par le même mode de remise, seule la dernière proposition, arrivée dans le délai imparti, sera prise en compte par l'Administration.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Cependant, le seul dépôt de l'offre finale, même non signée, vaut engagement de la part du soumissionnaire à signer ultérieurement du marché de concession qui lui sera attribué. La signature, qu'elle soit manuscrite ou électronique, est obligatoire uniquement pour formaliser l'accord du marché de concession avec l'attributaire du marché.

Pour être informés des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE « [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) » soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en PLACE dans les entreprises.

Lorsque le candidat envoie les documents relatifs à son offre, il reçoit en retour quasi immédiat un accusé de réception de l'empreinte électronique de son fichier, mentionnant la date et l'heure de la réception. La réception de cette empreinte par le représentant du pouvoir adjudicateur vaut date de remise du pli dans le registre des dépôts.

### **Formats de remise des plis**

Les formats des fichiers à utiliser pour la transmission électronique sont les suivants : .doc, .xls, .pdf, .zip.

### **Assistance**

En cas de difficulté sur la plate-forme des achats de l'Etat :

- Un guide d'utilisation est disponible à la rubrique « Aide » ;
- Une assistance est mise à la disposition des entreprises (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/aide/assistance-telephonique>)

### **Copie de sauvegarde**

En application de l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, les candidats ou soumissionnaires peuvent adresser à l'acheteur une copie de sauvegarde des documents transmis par voie électronique dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au présent code. Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à l'acheteur dans le délai prescrit pour le dépôt, selon le cas, des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » et doit parvenir à la personne publique **avant la date limite de remise des offres**, indiquée en première page du règlement de la consultation.

Cette copie ne sera ouverte que :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- Lorsqu'une candidature a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Les offres à titre de sauvegarde peuvent être :

- Adressées **par voie postale**, sous pli recommandé avec accusé de réception en précisant le numéro d'affaire interne :
  - **2026-ECPAD-001**
- Déposées **par porteur**, contre délivrance d'un récépissé de remise d'offre, du lundi au jeudi de 09h00 à 11h30 et de 14h00 à 17h00 et le vendredi de 09h00 à 11h30 et de 13h30 à 15h00.

Les plis devront être envoyés ou déposés à l'adresse suivante :

**Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense**  
**Secrétariat général**  
*Département des affaires juridiques et des achats (DAJA)*  
**Affaire interne : 2026-ECPAD-001**  
COPIE DE SAUVEGARDE (NE PAS OUVRIR)  
2 à 8 route du Fort  
94208 IVRY-SUR-SEINE

## **7.6 Date limite de remise des candidatures et des offres**

La date limite de dépôt des offres est indiquée en première page du présent règlement de la consultation.



## 7.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité de l'offre est de **180 (cent quatre-vingts) jours à compter de la date limite de remise des offres**.

## 8 Examen des offres

### 8.1 Généralités

En application des articles R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique, les offres inappropriées sont éliminées. Le pouvoir adjudicateur peut toutefois autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières ou inacceptables ou dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

- **Une offre irrégulière** est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.
- **Une offre inacceptable** est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché de concession tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.
- **Une offre inappropriée** est une offre sans rapport avec le marché de concession parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

### 8.2 Critères de jugement des offres

Les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en application de l'article R. 2152-4 du Code de la commande publique (offres anormalement basses), sont classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution ci-dessous.

Chaque candidat sera noté sur 100 points et le marché de concession sera attribué au candidat ayant obtenu la note la plus élevée.

Le marché de concession sera attribué en fonction des critères et sous-critères énoncés ci-après et de leur pondération :

CRITERES DE NOTATION	PONDERATION
<b><u>Critère n° 1</u> : Valeur technique, analysée à partir du cadre de réponse technique, au regard des sous-critères suivants :</b>	<b>60 points</b>
• <b>Sous-critère 1.1</b> : Modalités de diffusion / distribution	30 points
• <b>Sous-critère 1.2</b> : Logistique	18 points
• <b>Sous-critère 1.3</b> : Modalités de reporting	6 points
• <b>Sous-critère 1.4</b> : Organisation de l'équipe dédiée et modalités de gestion des échanges	6 points
<b><u>Critère n°2</u> : Prix analysé au regard sur le pourcentage proposé dans l'annexe 2</b>	<b>30 points</b>
<b>Note = (pourcentage le moins élevé x 30) / pourcentage proposé par le candidat noté</b>	30 points

## 9 Négociation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, même si la négociation est prévue, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché de concession sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement au besoin de l'acheteur.

Les négociations pourront porter sur l'ensemble du contenu des offres et du cahier des charges, à l'exception des éléments du marché de concession considérés comme substantiels et non négociables : l'objet, la forme de la consultation, la durée et la forme des prix.

Si le pouvoir adjudicateur décide de négocier les conditions de la négociation seront les mêmes pour l'ensemble des candidats admis à négocier. Ils en seront informés par correspondance envoyée via le profil acheteur après la première analyse des offres. Les négociations pourront être menées soit par écrit soit donner lieu à des rencontres en présentiel ou en visioconférence suite à convocation des candidats.

Elles seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres.

À l'issue de chaque phase éventuelle de négociation, le soumissionnaire transmettra au pouvoir adjudicateur, dans le délai indiqué par l'acheteur, une proposition complémentaire ou modificative prenant acte des points ainsi négociés. Dans le cas où le montant total de l'offre serait modifié, la nouvelle proposition devra inclure un nouvel acte d'engagement. A défaut de présentation de ces éléments dans les délais, les soumissionnaires seront réputés confirmer les termes de leur dernière offre.

Chaque candidat est libre de se retirer de la négociation à tout moment. Il est tenu toutefois d'informer le pouvoir adjudicateur.

Chaque soumissionnaire devra supporter l'ensemble des frais et moyens inhérents aux négociations auxquelles il participe. Aucune indemnité ne sera versée aux candidats pour ces négociations. Les négociations se dérouleront en langue française avec présence d'un traducteur aux frais du candidat si nécessaire.

A l'achèvement de la négociation, l'ensemble des offres modifiées ou non, sera présenté au pouvoir adjudicateur et fera l'objet d'un dernier classement.

Le candidat le mieux classé sera déclaré attributaire du marché de concession.

## 10 Conditions relatives au marché de concession

### 10.1 Langue

La loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, impose que la désignation, l'offre, la présentation des biens, produits ou services soient faites en langue française. Ainsi les candidats formuleront leurs candidatures, leurs offres ainsi que tous les documents les accompagnants en français.

Dans le cas où un candidat ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir ce document accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, en application de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique.

L'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le pouvoir adjudicateur et les candidats durant la phase de consultation s'effectuera en français.

## **10.2 Monnaie et règlement**

La monnaie utilisée dans le cadre du présent marché de concession est l'EURO (€).

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement est de 30 jours. Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement ou la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Les prix figurant dans l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois précédant la signature de l'acte d'engagement.

Le prix de règlement est en euros à deux décimales.

## **11 Documents exigés avant notification**

Lors de l'attribution, et avant la notification, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché de concession, AINSI QUE SES EVENTUELS COTRAITANTS devront fournir des documents administratifs, notamment ceux attestant qu'il sont à jour de leurs obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'URSSAF et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public.

**Le pouvoir adjudicateur en fera la demande par la PLACE et le Titulaire devra impérativement respecter le délai mentionné dans cette demande.**

**Si le candidat retenu n'a pas fourni les documents demandés dans les délais prescrits, son offre sera rejetée et le candidat éliminé.**

Le candidat dont l'offre est classée immédiatement après lui est alors sollicité pour produire ces documents dans l'optique de lui attribuer le marché de concession. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

## **12 Résultat de la consultation et recours contentieux**

Dès qu'il a fait son choix, le pouvoir adjudicateur avise, sur la plate-forme des achats de l'Etat, les candidats qui n'ont pas été retenus des motifs du rejet de leurs candidatures ou de leurs offres ainsi que des voies et délais de recours.

Le cas échéant, pour tout renseignement, l'instance chargée des procédures de recours contentieux est :

### **Tribunal administratif de Melun**

43, rue du Général de Gaulle  
77 008 MELUN

Tel : 01 60 56 66 30

Fax : 01 60 56 66 10

Auprès de cette instance, peuvent être introduits les recours décrits ci-après.

### **12.1 Référé précontractuel**

Le référé précontractuel peut s'appliquer à tout moment de la procédure, à compter de l'avis de publicité et jusqu'à la signature du contrat, dans les conditions prévues à l'article L 551-1 du Code de justice administrative. Seules les personnes ayant un intérêt à conclure le contrat sont habilitées à recourir à cette procédure.

L'introduction d'un référé précontractuel suspend automatiquement la procédure de passation jusqu'à la décision du juge.

## **12.2 Référé contractuel**

Le référé contractuel peut être formé à compter de la date de publication de l'avis d'attribution pendant un délai d'un mois.

Ce recours n'est pas cumulable avec la mise en œuvre d'un référé précontractuel sauf si la personne publique n'a pas respecté la suspension de la procédure pendant la phase de référé précontractuel.

## **12.3 Recours de plein contentieux**

Sur le fondement des jurisprudences « Tropic travaux et signalisation » du conseil d'Etat du 16 juillet 2007 et « Département du Tarn-et-Garonne » du conseil d'Etat du 04 avril 2014, tout tiers susceptible d'être lésé par la passation d'un contrat ou par ses clauses, peut contester la validité du contrat ou de certaines de ses clauses, éventuellement assorti d'un recours en référé-suspension fondé sur l'article L 521-1 du Code de justice administrative, sous certaines conditions, devant le tribunal de Melun, dans un délai de DEUX (2) MOIS suivant l'accomplissement de mesures de publicité relatives à la conclusion du contrat.

## **12.4 Recours pour excès de pouvoir**

Contre une clause réglementaire dans un délai de **deux (2) mois** en application de l'article L.421-1 du Code de justice administrative.